

## *Repenser la violence*

CONVERSATION AVEC MARTIN HÉBERT

Vincent Bélanger  
Ariane Bélanger-Vincent  
Jean-Michel Landry\*

Martin Hébert est professeur au département d'anthropologie de l'Université Laval depuis le printemps 2003 et se spécialise dans l'étude de la violence, des conflits et de la paix. Il enseignait auparavant au Haverford College en Pennsylvanie où il était coordonnateur du programme *Peace and Conflict Studies*. Il a en outre dirigé un numéro de la revue *Anthropologie et Sociétés* intitulé *Une anthropologie de la paix?* (2006).

### DES APPROCHES TRADITIONNELLES AUX APPROCHES CRITIQUES

**Aspects Sociologiques :** *Pour débiter, nous aimerions connaître la démarche qui a guidé les premiers travaux et écrits sur la violence. Comment le sujet de la violence a-t-il pénétré le domaine des sciences sociales ?*

**Martin Hébert :** La réflexion moderne sur la violence remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est à cette époque que furent soulevées les questions fondamentales sur la violence humaine. L'interrogation première était alors la suivante : est-ce que la violence fait partie intrinsèquement de l'être humain ?; est-ce que la violence est innée chez l'être humain? Pour Rousseau, la violence apparaît avec la société. Elle ne faisait pas partie de l'état de nature. La pensée de Rousseau, cependant, alimentera surtout les réflexions contemporaines sur la question, car le paradigme dominant de l'époque constitue l'exact envers de la position rousseauiste. Il prend

---

\* Les noms sont ici placés en ordre alphabétiques.

sa source dans la philosophie de Thomas Hobbes. Pour Hobbes, et pour beaucoup d'autres qui y ont puisé leur inspiration (psychanalystes, psychologues, mais aussi sociologues), l'être humain a une pulsion de violence. Une pulsion antisociale qui, laissée à elle-même, mènera à « la guerre de tous contre tous » comme disait Hobbes. Le rôle de la société sera pour lui de contraindre et d'endiguer cette violence.

C'est cette position qui est à l'origine des approches traditionnelles de la violence en sciences sociales. La violence y est entrevue comme une pathologie du social. Elle est considérée comme un phénomène essentiellement individuel et ancré dans la nature même des êtres humains – que ce soit dans la nature psychologique ou dans la nature biologique. Ces approches, qui encore aujourd'hui sont utilisées en sciences sociales, peuvent être qualifiées de traditionnelles dans la mesure où elles reposent sur une théorie de l'individu. Que ce soit de la déviance psychologique ou de la génétique.

**A. S. :** *On sait que plusieurs critiques ont été formulées à l'endroit de ces approches. Existe-t-il quelque chose comme un tournant, ou encore un événement majeur, à la suite duquel on aurait repensé la violence, notamment à travers les approches théoriques qui sont abordées dans ce numéro?*

**M.H. :** La réflexion sur le colonialisme a certainement marqué une rupture. Si l'on remonte jusqu'à Frantz Fanon, par exemple, on voit émerger une nouvelle réflexion sur la violence, dont les racines sont profondément plongées dans l'existentialisme des années 40. L'idée centrale, ici, veut que la violence ne soit pas le seul fait des individus. La violence peut aussi être le résultat d'une situation, le produit d'une contingence sociale qui a des effets similaires à la violence physique. Cette perspective-là apparaît dans les années 40-50 et sera à son apogée dans les années 60. On dira alors qu'on ne peut pas simplement parler de violence individuelle, car parler ainsi occulte toute une série de facteurs auxquels répondent ces violences individuelles. C'est à ce moment que les sociologues américains commencent à mener des études dans des quartiers paupérisés au sujet des comportements criminels. Avec les émeutes des années 60 – pensons par exemple aux émeutes dans les quartiers afro-américains de Détroit en 1967, ou celles qui ont secoué l'ensemble des États-Unis après l'assassinat de Martin Luther King Jr. en

1968 – de même qu’avec le mouvement de décolonisation, on a remarqué que les déviances psychopathologiques (et les fautes morales) qu’on retrouvait en plus grand nombre chez les classes pauvres, constituent en réalité une réponse à des situations sociales. Autrement dit, derrière les actions concrètes que les gens entreprennent, lorsqu’ils descendent dans la rue, brûlent des voitures, etc. il faut entendre une réponse, une réponse dirigée contre une violence qui, elle, serait occulte. Frantz Fanon estimait qu’on ne peut reprocher aux colonisés d’employer la violence, car ils emploient le seul langage avec lequel on leur a parlé. Ils vivent dans un système qui est intrinsèquement violent, ils grandissent dans une société qui est intrinsèquement discriminatoire. Et même si cette société a passé le stade de la répression physique directe, elle demeure néanmoins violente. Donc, selon cette perspective les colonisés, en prenant part aux mouvements de libération nationale ne font qu’offrir une réponse par le moyen d’une contre-violence. Ainsi, on déplace la problématique : il ne s’agit plus de savoir si la violence est génétique ou biologique ou psychologique, mais de proposer une analyse plus sociale. Grâce à la réflexion sur le colonialisme, le point focal sera déplacé de l’individu à la société, des acteurs vers la situation sociale.

## VIOLENCE ET CAPITALISME

**A.S. :** *Nous pourrions dire qu’avant même le mouvement de décolonisation, il y eut les grèves ouvrières et un certain nombre de violences « sauvages » qui répondaient à l’industrialisation dans les sociétés occidentales. Celles-ci ont conduit plusieurs intellectuels à réfléchir sur la violence. Pensons à Georges Sorel, par exemple.*

**M.H. :** Oui, effectivement. À partir du moment où le système capitalisme a commencé à s’implanter de manière prédominante dans les sociétés occidentales, on a vu s’amorcer cette réflexion sur la discrimination intrinsèque d’un système social. Marx est ici l’exemple de prédilection. Il a toujours été réfractaire, d’une certaine façon, à l’usage de violences pour parvenir à un changement social. Pour lui, cette contre-violence dans laquelle Sorel voyait une espèce d’énergie fondatrice et créatrice n’était pas souhaitable. Engels, cependant, se rapprochait de la position de Sorel et nous verrons qu’il a influencé Marx en ce sens. Marx s’écartera de sa ligne directrice dans le *Manifeste du Parti communiste* où l’on voit apparaître cette idée d’une révolution du

prolétariat. Avant cela, il estimait que les contradictions accumulées par une société seraient suffisantes pour entraîner un changement au niveau du mode de production. Or dans ses lettres à Engels, comme dans le Manifeste, on remarque que Marx laisse entrevoir la possibilité d'accélérer l'accumulation des contradictions d'une société, de les rendre plus prégnantes afin que l'ordre social entre dans un mouvement révolutionnaire. Lénine défendra évidemment cette position. Selon lui, l'Histoire s'en va dans une direction déterminée : les sociétés capitalistes s'effondreront sous le poids de leurs propres contradictions. Pourquoi, dans ce cas ne pas les aider ?

**A.S. :** *La violence devient alors l'accoucheuse de l'Histoire...*

**M.H. :** Exactement. Or ce qui va changer avec la réflexion sur les systèmes coloniaux est ceci : les gens vont constater qu'ils ont devant eux des systèmes infiniment plus discriminatoires que peut l'être le capitalisme avec ses structures d'exploitation; qu'il existe des systèmes qui sont basés essentiellement sur la force armée et l'imposition d'une structure d'assimilation et de discrimination. Et ces systèmes-là ne s'effondrent pas. Or s'il y existe un seul système qui devrait accumuler des contradictions dans le monde, c'est bien un système colonial. Il s'agit d'une minorité qui essaie de contrôler une majorité, et ceci, de manière totalement exclusive.

**A.S. :** *Mais le capital a toujours été impliqué dans le colonialisme.*

**M.H. :** Oui, c'est vrai. Mais, ici, il y a l'aspect économique et l'aspect structurel, qui a été vu par Gandhi. Gandhi disait que le système colonial perdure tant que les colonisés le laisseront durer. Car ce système d'exploitation ne peut fonctionner qu'avec le consentement des soumis. Gandhi, lui-même, reprochait aux Indiens leur soumission à un régime colonial ; c'est là sans doute l'aspect de sa théorie qui a reçu le moins d'attention.

**VIOLENCE STRUCTURELLE : GENÈSE D'UN CONCEPT.**

**A.S. :** *Où cela nous a-t-il menés? Quel serait l'élément central, le point focal, de ces nouvelles conceptions de la violence ?*

**M.H. :** Avec la critique du colonialisme, la critique du capitalisme et la critique rousseauiste de l'ordre social en général, on commencera à établir une équivalence entre les comportements violents individuels et les situations jugées violentes en elles-mêmes. Au cours des années soixante, une réflexion sur ces questions s'amorce et se développe de façon plus importante. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que cette réflexion se développe en grande partie à l'extérieur des sciences sociales. Elle se déroule dans le monde de l'activisme et plus particulièrement à travers ce qu'on a appelé « la théologie de la libération ». Il faut préciser que l'Église catholique, dans les années soixante, s'interroge profondément sur son message apostolique. Elle cherche à savoir si sa pratique est cohérente avec les enseignements de la Bible. L'Église prendra alors conscience qu'elle est en collusion avec les élites dans plusieurs pays du monde. À partir du concile Vatican II, on verra toute une branche du clergé se positionner en faveur d'un rapprochement avec le peuple. Plusieurs décideront de prononcer la messe dans les langues locales, d'adopter une pratique plus activiste et de prendre « l'option des pauvres » lorsque qu'ils sont confrontés à un choix moral. Pourquoi? Parce que les classes pauvres sont victimes d'une violence qui n'est pas toujours apparente. C'est dans ce contexte-là qu'émerge le concept de « violence structurelle ». Ce concept sera introduit dans le domaine des sciences sociales par Johan Galtung à la fin des années 1960<sup>69</sup>. Quoique les sciences sociales s'efforceront de lui donner une définition plus précise et plus claire, il ne faut pas perdre de vue que les bases de la notion de violence structurelle ont été posées par l'Église.

Toute cette réflexion autour de la violence structurelle montre qu'il peut exister, dans le monde, une situation qui est violente et discriminatoire indépendamment de ce qu'on peut observer empiriquement à partir des comportements individuels. Ce n'est pas parce qu'on ne voit pas de soldats entrer dans les maisons et tout saccager que le système n'est pas violent. On commencera à dire que le manque d'éducation est en lui-même une forme de violence imposée par l'État. Le concept de violence structurelle, on l'a vu, est intimement lié à la critique du colonialisme; il vise à jeter un éclairage sur les significations cachées de la violence.

---

<sup>69</sup> Lire : GALTUNG, Johan (1969), « Violence, Peace, and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3 : 167-191.

J'ouvre ici une parenthèse, car il importe de rappeler une distinction proposée par Cornelius Castoriadis. Pour Castoriadis, toute société possède différents types d'imaginaires, différents ensembles de définitions qu'elle donne à des phénomènes, parmi lesquelles se trouvent les sens institués. Le sens institué d'un phénomène comme la violence, c'est le sens qu'on lui accordera communément à travers le fonctionnement des institutions. Aujourd'hui encore, dans nos sociétés, le sens institué de la violence est celui de l'armée, de la police. La violence correspond à un trouble civil. Nous retrouvons là une vision très hobbesienne de la violence. Elle est conçue comme une déviance psychopathologique, comme une forme de criminalité. La violence, dans cette optique, est ce qui s'oppose à la force légitime de l'ordre qui, elle, n'est pas une violence. Ainsi conceptualisée, la violence désigne un abus de force utilisée à mauvais escient par des acteurs qui n'ont pas de légitimité. On parlera par exemple de violence domestique, de violence familiale, etc. Selon Castoriadis, il y a un risque à se conformer aux définitions instituées, car elles sont imposées par un ordre social donné. Si un individu accepte les sens institués de la violence, de la famille, de l'éducation, de l'économie, de la prospérité, sans les questionner, il reproduira simplement l'ordre social existant. Il ne fera que naviguer avec les balises que le système lui a fournies. Or Castoriadis croit que ces imaginaires cristallisés, ces définitions ne sont pas les seules en circulation dans les sociétés. À côté, en marge, il y a des sens qu'il qualifiait d'« instituant ». Ceux-ci ne sont pas ancrés dans le fonctionnement normal de la société, mais peuvent néanmoins être entretenus par les acteurs sociaux. En général, ces « sens instituteurs » sont issus de groupes marginaux et attribuent des sens nouveaux à l'économie, à la nature, à la famille, etc..

Le concept de violence structurelle est à replacer dans cette catégorie de l'« imaginaire instituant ». Il s'agit d'un concept créé pour rendre apparents certains phénomènes sociaux, pour les dévoiler. Ceci peut sembler prétentieux, mais il faut comprendre le jeu politique qui existe derrière la création des mots. Le concept de violence structurelle a émergé effectivement dans un contexte polémique, pour instituer un nouveau sens à la notion de violence. Un autre concept est important dans ce combat entre les définitions qu'on retrouve à l'intérieur des sociétés : le concept d'équivalence. Il s'agit ici d'établir une équivalence

entre un phénomène et un autre pour inventer un imaginaire qui serait instituant. Dans le cas qui nous occupe, le terme « violence » a été apposé à celui de « violence structurelle » précisément pour établir une équivalence avec le sens commun associé à la violence.

*A.S. : Mais n'y a-t-il pas un problème, voire un danger, à établir une équivalence aussi nette entre, d'une part, ce qu'on cherche à combattre (que ce soit l'exploitation, le contrôle ou l'injustice) et, d'autre part, les phénomènes de violence. Opérer ce rapprochement-là peut certes donner des résultats à court terme. À long terme, on peut cependant entrevoir une impasse. Car la violence est de l'ordre des moyens et ce moyen, malheureusement, peut s'avérer nécessaire à tout moment. On a déjà abordé le cas de la lutte anticoloniale, mais on peut aussi penser à la Deuxième Guerre mondiale, ou encore à la Tchétchénie, la Palestine, etc. En nommant « violence » les réalités que l'on cherche à combattre ne risquons-nous pas de se retrouver prisonnier de notre propre jeu sémantique lorsque l'usage des moyens d'action violents s'imposera comme nécessaire? N'y a-t-il pas, au fond, un risque de se voir un jour contraint par le couplage que vous proposez?*

**M.H. :** Effectivement, la force politique d'un concept comme celui de violence structurelle lui vient essentiellement du sens péjoratif qui est accordé au mot violence dans le sens commun. Car l'État, à la limite, peut accepter que ses représentants légitimes utilisent la violence. En utilisant le terme de violence structurelle de manière critique dans l'analyse du social, nous procédons à une condamnation implicite de la violence. À ce moment-là, effectivement, on ne peut pas se retourner et dire que l'on condamne la violence structurelle, la violence directe et supposément légitime de l'État, tout en s'appropriant l'acte de violence. Utiliser le concept de violence structurelle suppose une position pacifiste. Le concept a d'ailleurs émergé de cercles pacifistes, avec les limites qui viennent d'être soulignées.

*A.S. : Il y a donc un optimisme caché là-dessous. Un optimisme selon lequel les sociétés n'auront plus jamais besoin de faire usage de moyens violents.*

**M.H. :** On a ici une condamnation théorique de la violence. Dans l'Amérique latine des années soixante, au Salvador ou au Guatemala par

exemple, la théologie de la libération était très active. Elle procédait à une condamnation de la violence structurelle. Les gens parlaient en ces termes-là : nous vivons dans un système qui est violent, nous sommes victimes de violence structurelle et, à cette violence, nous opposons une violence révolutionnaire. Pour eux, le sens péjoratif du terme « violence » dans le concept de « violence structurelle » ne se transposait pas, mais il légitimait l'action révolutionnaire. C'est ce qui a choqué beaucoup de personnes en sciences sociales. Ceux-ci disaient que si les gens se mettent à appeler tout « violence », vous vous retrouvez alors à encourager l'exercice des contre-violences envers tout. En principe, si l'on accorde une fonction péjorative à la violence, personne ne devrait pouvoir l'utiliser à ses propres fins, mais en pratique les gens ont fait le passage de manière relativement facile, Frantz Fanon par exemple. Puisque le système est violent, on est en droit de lui opposer une contre-violence. Cela est justifiable d'un point de vue moral, mais pas d'un point de vue théorique.

**A.S. :** *On revient toujours à négocier la frontière entre la force et la violence, entre ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Des deux côtés, chacun dit qu'il utilise la force et que l'adversaire utilise la violence. C'est donc un combat sémantique, un combat d'interprétation.*

**M.H. :** Effectivement, il n'y a pas un concept plus polémique que celui de violence dans le monde social. Mais l'avantage de parler de violence structurelle, de violence symbolique, ou encore de violence psychologique, c'est d'amener sur la table des phénomènes sociaux qui étaient auparavant exclus du débat. L'autorité patriarcale, les dommages collatéraux du capitalisme, la pauvreté, l'exclusion, n'étaient entrevus ni comme l'application d'une force, ni comme un effet violent, ni comme une situation discriminatoire. Tout cela était considéré comme une fatalité.

**A.S. :** *Il existait tout de même des théories de la domination, des réflexions menées en termes de lutte des classes. Même si on n'analysait pas les systèmes sociaux et économiques comme des situations violentes, on adressait néanmoins une critique à leur égard.*

**M.H. :** En effet. Mais on était encore dans un effort de théorisation relativement marginal vis-à-vis de cet imaginaire institué qui présidait au



fonctionnement des États. Tout le libéralisme économique et ensuite le néo-libéralisme sont des approches économiques qui cherchent à minorer les effets secondaires du fonctionnement économique. En anglais, on appelle ça les *externalities*, c'est-à-dire les éléments qui échappent au contrôle, les dommages collatéraux. La théorie économique est jugée adéquate en elle-même. Or son fonctionnement génère des effets secondaires que l'on ne peut contrôler; qu'on peut simplement mitiger. Par exemple, la destruction de l'environnement, la croissance des inégalités mondiales ne parviennent pas à invalider le fonctionnement du système lui-même. Elles sont simplement des effets à corriger. Des théories plus englobantes diront que ces effets secondaires font partie du système. Autrement dit, si les compagnies génèrent du profit, c'est parce qu'elles exploitent, c'est parce qu'il y a des zones marginales dans le monde où l'on peut encore trouver de la main-d'œuvre à bon marché. Des zones où les gens sont prêts à travailler dans des conditions de travail absolument horribles.

#### **VIOLENCE SYMBOLIQUE : LE CAS DU SYSTÈME D'ÉDUCATION QUÉBÉCOIS**

**A.S. :** *On trouve chez Bourdieu le concept de « violence symbolique » qui nous semble assez central dans la nouvelle réflexion sur la violence. En quoi cette violence symbolique se démarque-t-elle de la violence structurelle?*

**M.H. :** Ces deux formes de violence concernent des aspects très différents du social. La violence structurelle, à la rigueur, échappe à toute culture et à toute cognition humaine. Elle pourrait exister sans n'être perçue par personne et ne transiter par aucune agencité humaine. Nous pourrions parler d'un système social automatisé qui n'aurait que des effets secondaires. La violence symbolique se situe à un niveau plus proche de l'interaction humaine. Elle correspond à l'imposition de normes et de valeurs par certains groupes sociaux. Pour faire un parallèle assez grossier avec le marxisme, nous pourrions dire que la violence structurelle se retrouverait dans l'infrastructure, dans les rapports de production, etc. La violence symbolique, quant à elle, se situerait au niveau de l'idéologie, de la superstructure. Là où les dominés ne sont pas conscients qu'ils sont dominés, on observe des rapports symboliques qui

occultent les rapports de domination et les dominés en viennent à confondre leurs propres intérêts avec ceux de la classe dominante.

Bourdieu a très bien montré que tout un système culturel prend racine dans le système scolaire ainsi que dans la distribution des distinctions et des reconnaissances à l'intérieur d'une société. Qui gagne le prix du Gouverneur général, qui remporte des bourses, qui obtient les meilleures notes ? Bourdieu disait que tout examen, de la maternelle à l'université est un examen qui porte sur la compréhension du langage, sur la capacité à manier le langage, peu importe la matière. Cette phrase montre très bien la portée de la violence symbolique. Pourquoi ? Parce que ce que l'examen mesure, c'est l'adéquation entre le capital culturel de l'étudiant et le capital culturel que l'institution veut lui donner. Voilà pourquoi les enfants qui émergent de milieux populaires doivent souvent faire du rattrapage. Leur bagage de connaissances, ce qu'ils manipulent, les savoirs, les savoir-faire qu'ils apprennent dès leur plus jeune âge ne leur servent souvent à rien sur les bancs d'école.

Un enfant peut avoir observé longuement son père réparer des voitures, peut même l'avoir aidé, il n'empêche que son savoir-faire sera quasiment inutile dans le système scolaire actuel, où l'on valorise davantage les sciences. Inversement, un autre enfant, qui sera allé au théâtre, qui aura regardé les bonnes chaînes de télévision, qui aura vu les bons films, aura acquis, par défaut, un capital symbolique plus adapté au message scolaire. Cet effet de discrimination n'est pas uniquement ancré dans la structure économique même si effectivement Bourdieu affirme qu'il y a souvent une détermination matérielle sous-jacente. Il est simplement lié aux connaissances et aux manières de s'exprimer que les personnes démontrent.

**A.S. : *Mentionnons toutefois que le concept de « violence symbolique » a été forgé en France. Et le système culturel français (tout comme le système scolaire) paraît plus hiérarchique que le nôtre. À travers ce réseau d'écoles et d'instituts élitistes (École nationale d'administration, Science Po, École normale supérieure, etc.) se joue un jeu de reconnaissance dont on ne trouve pas l'équivalent au Québec. Le système scolaire québécois paraît, à première vue, beaucoup moins discriminatoire, beaucoup moins violent, au sens de Bourdieu.***

**M.H. :** On peut effectivement avoir l'impression d'un système plus égalitaire, mais on peut observer des phénomènes de violence symbolique flagrants dans le système éducatif québécois. Je pense, entre autres, aux Autochtones. Mis à part les Cris, l'ensemble des jeunes Autochtones doivent suivre le même curriculum que les élèves québécois. À cette différence près que les cours de musique et d'éducation physique sont remplacés par des activités culturellement « appropriées ». L'écart de performance entre les élèves québécois et les élèves autochtones est énorme dans ce contexte-là, que ce soit au niveau du taux de réussite ou des connaissances acquises. Évidemment, ce n'est pas quelque chose qui est aussi généralisé qu'en France. Mais il y a quand même des poches dans notre société où la théorie de Bourdieu s'applique « au carré ». Mais il y a certainement des nuances à faire. Aux États-Unis, par exemple, il y a des rajustements à faire pour appliquer la théorie de Bourdieu. Le système de classe est, là-bas, très marqué, mais il demeure possible de faire un investissement majeur pour acquérir une certaine mobilité. Il faut choisir la bonne école maternelle pour ses enfants, la bonne école primaire, etc.

**A.S. :** *Il y a peut-être même un paradoxe au Québec avec les théories de Bourdieu qui, selon certains analystes, ont influencé la réforme de l'éducation. Cette réforme, dont nous commençons aujourd'hui à mesurer les résultats, semblerait avantager les enfants qui proviennent de milieux favorisés, alors qu'elle vise l'inverse. On est passé des connaissances générales aux compétences. Or ces compétences, dans leur flou, ne sont plus très structurantes. Les enfants qui sauront se débrouiller dans l'univers de l'autonomie, avec cette pédagogie par projets, ce sont précisément les enfants qui proviennent de familles où le capital culturel est beaucoup plus élevé. En voulant enrayer le problème, nous travaillons à le maintenir.*

**M.H. :** Je donne souvent l'exemple de deux familles qui me sont très proches et qui ont des enfants. Leurs approches, cependant, sont relativement différentes. La première famille, de classe moyenne, vit en banlieue. Le sous-sol est aménagé comme une véritable classe d'école primaire. Il y a un bureau, des petits pupitres, un tableau, toute sorte de matériel pour découper, etc.. La seconde famille vit en milieu semi-rural. Ils ont des chevaux. La petite fille a quatre ans et fait déjà du VTT, elle monte même sur les chevaux. De prime abord, on peut dire que ces deux

familles transmettent des compétences à leurs enfants. Mais on peut déjà prédire que les enfants de ces familles auront des résultats très inégaux dans un système scolaire uniformisé comme le nôtre. Pourquoi? Parce que les enfants de la première famille, avant même de mettre les pieds dans cette institution, ont déjà été socialisés pour l'école, car elle fait partie de leur milieu. Toutes les compétences que nous leur demandons d'acquérir à l'école, ils les ont déjà. Ils entrent en première année et savent lire. Les enfants de la seconde famille entrent en première année en ayant plus ou moins lu. Ils possèdent plusieurs autres compétences, mais, malheureusement, elles ne seront jamais mesurées, ni valorisées par notre système scolaire.

**A.S. :** *Mais n'oublions pas que l'idée d'un système scolaire est de fournir un bagage qui soit commun à tous. Forcément, ce bagage doit être uniformisé. Nous ne pouvons tout de même pas enseigner des compétences à la pige. Le risque serait de ne jamais parvenir à dialoguer à partir d'un même langage, à l'aide des mêmes référents. Une certaine uniformité semble nécessaire.*

**M.H. :** Vous mettez ici le doigt sur le mécanisme fondamental qui est à la jonction de la violence structurelle et de la violence symbolique : les choix qu'une société doit faire. Nous vivons dans une société de ressources limitées, on ne peut pas développer des programmes scolaires adaptés à chaque étudiant de manière à favoriser ses habiletés individuelles. Il nous faut faire des choix. On ne peut pas mettre un département d'oncologie dans chaque hôpital du Québec. Un cancéreux habitant Val-d'Or devra parfois voyager jusqu'à Montréal pour recevoir ses traitements. Cette réalité nuit objectivement à ses capacités de survie. Nous pourrions aller jusqu'à mesurer le délai de réception du diagnostic du cancer en fonction de l'endroit où vivent les individus sur le territoire québécois. Je vous prédirais qu'il est préférable de vivre dans un centre urbain où l'on trouve les services et les compétences les plus rares. Il ne faut pas perdre de vue que cette rareté-là est gérée en fonction de certaines priorités et que c'est à travers la détermination de ces priorités que les groupes deviennent marginalisés. Il n'y a pas de solution miracle. Il nous faut un programme uniformisé dans une certaine mesure pour avoir un bagage commun. Par contre, si nous nous attardons au contenu qui est enseigné au début du primaire, nous verrons que ce contenu est beaucoup plus proche des compétences nécessaires à un chercheur

universitaire, ou à un ingénieur, que celles qui sont requises pour pratiquer un métier plus manuel. Prenons le simple fait d'inculquer une discipline sous une forme particulière aux élèves. Vous vous assoyez sur une chaise, vous arrêtez de parler et vous écoutez passivement quelqu'un qui vous transmet ses connaissances. Cela est très proche du modèle universitaire, du cours magistral. Apprendre assis, écouter et assimiler est une compétence qui vous servira dans une carrière universitaire. Or quelqu'un qui souhaite se diriger vers un métier devrait développer, non pas sa capacité à manipuler des abstractions, mais sa capacité à visualiser un problème, à travailler avec d'autres, etc. Il existe des milliers de compétences. Puisque nous ne pouvons pas toutes les enseigner, notre système d'éducation doit faire des choix. Ce sont ces choix qui font en sorte que certaines personnes jouiront d'un capital culturel plus important et réussiront mieux que d'autres.

**A.S. :** *Les compétences qu'on essaie d'enseigner au primaire, c'est-à-dire lire, écrire, s'exprimer, me semblent aller bien au-delà des compétences professionnelles que notre vie professionnelle exigera de nous. Ce sont des acquis intellectuels nécessaires pour mener une vie citoyenne. Toute personne, peu importe le métier qu'elle exerce, devrait avoir la possibilité d'écrire une lettre ouverte ou de prendre la parole dans un débat public. Il est vrai que la formule d'enseignement des premières années de l'école primaire ressemble à la discipline que l'on retrouve à l'université. Mais pour apprendre à remplir des tâches aussi essentielles pour la vie sociale que la lecture, l'écriture et l'expression orale, il est nécessaire de placer les élèves dans une certaine disposition. Il faut que les élèves écoutent et s'approprient les enseignements. Ce n'est pas une opération simple que d'apprendre à lire et écrire. Mais ces compétences sont absolument fondamentales pour leur vie dans la communauté.*

**M.H. :** Effectivement. Il n'y a pas de doute que ce sont des compétences fondamentales. Par contre, allez voir des ateliers d'alphabétisation en milieu rural en Amérique latine qui sont animés par quelqu'un qui s'inspire de la pédagogie de Paolo Freire, par exemple. Les gens apprennent à lire et à écrire dans un milieu social qui est totalement différent d'une salle de cours. Il existe d'autres pédagogies à travers le monde. Des gens travaillent sur des visions novatrices de la pédagogie et réalisent que ce n'est peut-être pas nécessaire pour tout le monde d'être

assis sur des bancs d'école pour apprendre à lire et à écrire en se soumettant à un rapport d'autorité. Il existe d'autres façons de faire. Dans certains milieux en Amérique latine, je pense ici par exemple aux écoles mises sur pied par les zapatistes, c'est un très grand débat. Des standards d'éducation sont appliqués d'un bout à l'autre du spectre social. Et, en général, on réalise qu'ils sont loin d'être la meilleure manière de transmettre des compétences à une variété d'individus.

#### CONTINUUM DE LA VIOLENCE : EFFETS DE CHAÎNE

**A.S. :** *N'y aurait-il pas une relation entre cette violence symbolique qui se trouve au cœur des interactions sociales et ce qu'on appelle le « continuum de la violence » qui, lui, est plutôt de l'ordre de la « violence structurelle »? Y a-t-il un chaînon qui relie tout cela?*

**M.H. :** Absolument. Ce concept de continuum de la violence est intéressant, car il montre ce que Bourdieu appelait la convertibilité de la violence, c'est-à-dire cette qualité que les situations violentes ont de se transformer. Claude Meillassoux, dans ses études sur la Côte-d'Ivoire, montre bien ce continuum-là. Sa description commence avec une conquête coloniale militaire : l'armée débarque, des gens sont tués. Une conquête militaire classique. Ensuite, une fois le territoire conquis, des institutions sont établies. Au niveau économique d'abord : économie de plantations, économie extractive dans les mines, etc.. Ultérieurement, on mettra en place un gouvernement et un système scolaire qui va véhiculer son lot de présupposés défavorables sur les langues autochtones de la Côte-d'Ivoire. Il y a alors une transformation historique qui s'opère. On va d'une violence très directe, très visible, vers une violence de plus en plus invisible et de plus en plus imbriquée dans le système social. Ce concept est loin d'être anodin. Il a une portée explicative très importante, notamment dans la manière actuelle de faire la guerre. Les cas de l'Irak ou de l'Afghanistan sont tous deux très éclairants. On assiste tout d'abord à une invasion militaire, donc un exercice de violence directe. Mais sitôt que l'on est sur le terrain, que l'on commence à occuper, le premier objectif est de mettre en place des structures : ouverture des marchés, développement d'une industrie, d'une économie, mise en place d'un régime supposément démocratique, prise en charge des médias locaux, etc. Ensuite, si l'on se conforme à la théorie, on peut enlever les soldats et laisser le système fonctionner par lui-même.

Le système violent par excellence est un système qui ne fait intervenir ni policier, ni militaire, ni aucune forme de répression. C'est un système qui fonctionne par lui-même et où les gens ont intériorisé les normes et les valeurs. C'est beaucoup plus efficace. Comme Godelier l'a montré, même un régime esclavagiste ne peut fonctionner entièrement sur la répression. On ne peut suivre les esclaves avec le fouet à longueur de journée pour les faire travailler. Il faut que ces derniers aient intériorisé des normes et leur position sociale. Ils doivent se répéter et comprendre qu'ils sont esclaves.

**A.S. :** *L'ordre social se trouve ainsi naturalisé pour tout le monde.*

**M.H. :** Oui. Et ce tant pour les exploités que pour les exploités. Dans le monde militaire cette instrumentalisation de la culture relève du domaine de la guerre psychologique. Ce concept, en tant que tel, a émergé au cours de la Deuxième Guerre mondiale et a connu plusieurs étiquettes différentes. Aujourd'hui, on parle de guerre perceptuelle. C'est-à-dire qu'on s'attaque à la vision du monde partagée par les gens. Comme disait un général américain, ce qu'on vise, le seul territoire qu'on veut gagner, c'est les six pouces entre les deux oreilles des gens. C'est le seul territoire qui les intéresse. Occuper des rues, ce n'est plus la fonction d'une armée moderne. Ce n'est plus la manière dont on fait la guerre au XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui on fait la guerre aux perceptions, après quoi on laisse aller les choses. C'est pour cela qu'existent les concepts de « violence structurelle », de « violence symbolique » et ainsi que les autres nouveaux concepts pour parler de la violence. Ceux-ci ont leurs limites, il ne s'agit pas d'un dogme à accepter aveuglément. Cependant, ils apportent quelque chose d'important. Ils nous permettent de suivre la violence quand elle change de forme. Ils permettent de constater que ce n'est pas parce que les combats sont terminés qu'il n'y a plus de violence. Il y a maintenant des outils qui existent pour tenter de la suivre dans le fonctionnement même des structures, dans le fonctionnement même des institutions. Je crois qu'aujourd'hui, avec ce que nous savons, il est clair que de prendre un pays qui était relativement isolé du système capitaliste mondial et l'insérer dans cette économie mondiale de force constitue un acte d'agression. Ce n'est pas pour rien que Paul Wolfowitz, un des architectes principaux des guerres d'Afghanistan et d'Irak, a quitté son poste de numéro deux au Pentagone pour devenir président de

la Banque mondiale, l'organisme numéro un de développement dans le monde qui est censé avoir une mission diamétralement opposée à celle du Pentagone : promouvoir le bien commun mondial plutôt que l'intérêt national d'un seul pays. Ils ont compris comment rendre efficace toute agression dirigée envers une autre société. C'est pour cela que les stratégies militaires contemporains estiment que l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak sont des absurdités. Ce sont en effet des absurdités. Ce sont des exemples de guerres du siècle dernier. Le paradigme actuel de domination « plein spectre », comme disent aujourd'hui les militaires, ne repose plus simplement sur une capacité supérieure d'infliger des violences directes. Il repose avant tout sur la possibilité d'inscrire la société cible dans des rapports économiques, politiques et symboliques où cette dernière se trouvera en position d'infériorité et de dépendance.

L'image du continuum de la violence prend ici tout son sens. De ses formes relativement modérées à ses formes les plus aiguës, de sa persistance par inertie dans certaines institutions à son usage stratégique et délibéré, une violence multiforme sous-tend les rapports sociaux inégalitaires. Les sciences sociales, longtemps après les spécialistes qui instrumentalisent ces violences et longtemps après les victimes qui subissent celles-ci, ont compris que les violences sociales sont imbriquées les unes dans les autres et convertibles entre elles. La violence directe, la violence économique et la violence symbolique sont structurées par la société et structurent la société en prenant souvent le relais l'une de l'autre. Les isoler analytiquement les unes des autres ne me paraît être une position tenable ni d'un point de vue éthique, ni d'un point de vue scientifique.